

2017_CT2_612

OBJET : Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets - Collecte et traitement des déchets - Convention de partenariat du projet SMART WASTEPACA dans le cadre du programme européen LIFE 2014-2020

Le 7 décembre 2017, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, s'est réuni en session ordinaire à l'espace Aixagone à Saint-Cannat, sur la convocation qui lui a été adressée par Madame le Président du Territoire le 1^{er} décembre 2017, conformément à l'article L.5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Etaient Présents : JOISSAINS MASINI Maryse – AMEN Mireille – ARDHUIN Philippe – BALDO Edouard – BARRET Guy – BONTHOUX Odile – BORELLI Christian – BOUDON Jacques – BOUVET Jean-Pierre – BOULAN Michel – BOYER Raoul – BRAMOULLÉ Gérard – BUCCI Dominique – CALAFAT Roxane – CASTRONOVO Lucien-Alexandre – CESARI Martine – CHARRIN Philippe – CICCOLINI-JOUFFRET Noëlle – CORNO Jean-François – DAGORNE Robert – de SAINTDO Philippe – FABRE-AUBRESPY Hervé – FREGEAC Olivier – GALLESE Alexandre – GOUIRAND Daniel – GUINIERI Frédéric – HOUEIX Roger – JOISSAINS Sophie – LAFON Henri – LENFANT Gaëlle – LHEN Hélène – MANCEL Joël – MARTIN Régis – MEÏ Roger – MENFI Jeannot – MERCIER Arnaud – MERGER Reine – MONDOLONI Jean-Claude – MORBELLI Pascale – PAOLI Stéphane – PERRIN Jean-Marc – POLITANO Jean-Jacques – RAMOND Bernard – RENAUDIN Michel – ROLANDO Christian – SALOMON Monique – SICARD-DESNUELLE Marie-Pierre – TALASSINOS Luc – TAULAN Francis – TERME Françoise

Etai(en)t excusé(es) avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales : ALBERT Guy donne pouvoir à FREGEAC Olivier – ALLIOTTE Sophie donne pouvoir à RENAUDIN Michel – AMAROUCHE Annie donne pouvoir à LAFON Henri – AMIEL Michel donne pouvoir à CALAFAT Roxane – AUGÉY Dominique donne pouvoir à SICARD-DESNUELLE Marie-Pierre – BACHI Abbassia donne pouvoir à JOISSAINS Sophie – BENKACI Moussa donne pouvoir à BOUDON Jacques – CHAZEAU Maurice donne pouvoir à BONTHOUX Odile – CRISTIANI Georges donne pouvoir à MARTIN Régis – de BUSSCHERE Charlotte donne pouvoir à CASTRONOVO Lucien-Alexandre – DELAVET Christian donne pouvoir à CESARI Martine – DEVESA Brigitte donne pouvoir à BOUVET Jean-Pierre – DI CARO Sylvaine donne pouvoir à GALLESE Alexandre – FILIPPI Claude donne pouvoir à JOISSAINS MASINI Maryse – GACHON Loïc donne pouvoir à MONDOLONI Jean-Claude – MALAUZAT Irène donne pouvoir à de SAINTDO Philippe – MALLIÉ Richard donne pouvoir à SALOMON Monique – MICHEL Marie-Claude donne pouvoir à MORBELLI Pascale – NERINI Nathalie donne pouvoir à MENFI Jeannot – PELLENC Roger donne pouvoir à DAGORNE Robert – PRIMO Yveline donne pouvoir à MEÏ Roger – ROUVIER Catherine donne pouvoir à BOYER Raoul – SERRUS Jean-Pierre donne pouvoir à CHARRIN Philippe – SLISSA Monique donne pouvoir à BUCCI Dominique – SUSINI Jules donne pouvoir à PAOLI Stéphane – TRAINAR Nadia donne pouvoir à FABRE-AUBRESPY Hervé – ZERKANI-RAYNAL Karima donne pouvoir à ROLANDO Christian

Etai(en)t excusé(es) sans pouvoir : BURLE Christian – CANAL Jean-Louis – CIOT Jean-David – FERAUD Jean-Claude – GARELLA Jean-Brice – GERARD Jacky – GOURNES Jean-Pascal – JOUVE Mireille – LEGIER Michel – PEREZ Fabien – PIZOT Roger – PROVITINA-JABET Valérie – YDE Marcel

Secrétaire de séance : Roxane CALAFAT

Monsieur Philippe de SAINTDO donne lecture du rapport ci-joint.

Accusé de réception en préfecture 013-200054807-20171207-2017_CT2_612- DE Date de télétransmission : 19/12/2017 Date de réception préfecture : 19/12/2017

RAPPORT AU CONSEIL DE TERRITOIRE DU PAYS D'AIX

**Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets
Collecte et traitement des déchets**

■ Séance du 7 décembre 2017

06_3_03

■ **Convention de partenariat du projet SMART WASTEPACA dans le cadre du programme européen LIFE 2014-2020**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

RAPPORT AU BUREAU DE LA METROPOLE

Economie, Nouvelles Technologies, Enseignement Supérieur

■ Séance du 14 Décembre 2017

23

ECO 023-14/12/17 BM

■ Convention de partenariat du projet SMART WASTEPACA dans le cadre du programme européen LIFE 2014-2020

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le programme européen LIFE 2014-2020 est l'instrument financier de la Commission européenne de soutien aux projets dans les domaines de l'environnement et du climat. Il est régi par le règlement 1293/2013 relatif à l'établissement d'un programme pour l'environnement et l'action pour le climat (LIFE) et ses modalités de fonctionnement sont définies, pour la période 2014-2017, dans le programme de travail pluriannuel 2014-2017 adopté le 19 mars 2014. Pour la période 2014-2020, le budget du programme LIFE s'élève à plus de trois milliards d'euros (3 456 655 000 €), réparti en deux sous-programmes distincts : le sous-programme « Environnement » et le sous-programme « Actions pour le Climat ». Le programme LIFE finance des projets à travers des subventions à l'action. Il se compose :

- d'appels à projets traditionnels
- d'appels à projets intégrés

Les projets intégrés pourront mettre en œuvre des actions de meilleures pratiques, de démonstration ou pilote. Ils devront impérativement prévoir des actions de renforcement des capacités afin de permettre une mise en œuvre efficace et coordonnée des plans ou des stratégies éligibles, comme celle de la mise en œuvre des plans de gestion des déchets ou plan de prévention des déchets (directive cadre déchets 2008/98).

Au travers de la délibération du Conseil métropolitain n°FAG 009-1012/16/CM du 17 octobre 2016, la proposition suivante a été adoptée : « est approuvée la faculté pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de répondre aux appels à projets du programme européen LIFE, en tant que chef de file ou partenaire, pendant toute la période de programmation 2014-2020. ».

Dans le cadre de l'appel à projets du 19 mai 2016 publié par la Commission européenne, la Métropole AMP a adhéré en tant que partenaire et bénéficiaire des co-financements européens à la candidature du Projet *LIFE-IP SMART WASTE PACA - Towards a Circular Economy in the Provence-Alpes-Côte d'Azur Region: Implementing Waste Management Plans* - porté par le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur (ci-après « Région PACA ») en tant que Chef de file.

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20171207-2017_CT2_612-
DE
Date de télétransmission : 19/12/2017
Date de réception préfecture : 19/12/2017

La finalité du projet intégré LIFE « SMART WASTE PACA » est celle de l'élaboration du Plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) engagée en avril 2016 par la Région PACA – adoption planifiée pour janvier 2019. Il concerne tout le territoire régional et toutes les catégories de déchets. Le plan d'action du projet répond aux quatre objectifs suivants :

1. Accompagner le développement économique et l'innovation du secteur de la prévention et de la gestion des déchets
2. Réduire l'impact des déchets sur le patrimoine naturel régional (dispersion, stockage, incinération)
3. Favoriser le développement des compétences et la création d'emplois qualifiés dans la prévention des déchets
4. Mettre en place une gouvernance permettant l'implication des acteurs publics et privés et de la population

Ce projet fixe un plan d'action adossé à un outil de mobilisation des financements. Cette dynamique permettra de renforcer les expertises et de mutualiser les efforts aux niveaux décisionnels comme opérationnels. Lancée dès 2018, elle accompagnera parfaitement les ambitions des plans départementaux puis du futur plan régional et de la stratégie régionale d'action de l'Etat.

Le projet intégré LIFE « SMART WASTE PACA » a fait l'objet du relevé de décisions du GT n°6-Gestion des déchets de la Métropole, lors de la séance du 21 mars 2017 présidée par le DGA métropolitain Eau, Assainissement, Propreté et Déchets. Tous les territoires de la Métropole sont concernés par ce projet, relativement aux actions suivantes :

N°	Territoire	Action	Cofinancement LIFE	Autres cofinancements	Autofinancement Métropole	Montant éligible
1	Métropole AMP	Déploiement d'un dispositif de valorisation du geste de tri du verre	594 300,00 €	198 100,00 €	1 188 600,00 €	1 981 000,00 €
2	Métropole AMP	Etude pour la mise en œuvre/faisabilité de plateformes de compostage des biodéchets et déchets verts	15 000,00 €	90 000,00 €	45 000,00 €	150 000,00 €
3	Métropole AMP	Etude de faisabilité d'un centre de tri métropolitain	10 000,00 €	60 000,00 €	30 000,00 €	100 000,00 €
4	Métropole AMP	Etude pour la mise en œuvre du tri à la source des biodéchets et déchets verts (administrés, collectivités, gros producteurs)	15 000,00 €	90 000,00 €	45 000,00 €	150 000,00 €
5	1- Marseille Provence	Démarche collective pour la promotion du réemploi	19 500,00 €	19 500,00 €	26 000,00 €	65 000,00 €
6	1- Marseille Provence	Compostage individuel & collectif	105 000,00 €	105 000,00 €	140 000,00 €	350 000,00 €
7	1- Marseille Provence	Densification colonnes de tri du papier et des emballages	39 600,00 €	0,00 €	92 400,00 €	132 000,00 €
8	1- Marseille Provence	Densification colonnes de tri du Verre	32 400,00 €	0,00 €	75 600,00 €	108 000,00 €
9	1- Marseille Provence	Lutte contre le gaspillage alimentaire en restauration scolaire	22 500,00 €	30 000,00 €	22 500,00 €	75 000,00 €
10	1- Marseille Provence	Formation des ambassadeurs de la réduction et du tri	3 000,00 €	4 000,00 €	3 000,00 €	10 000,00 €
11	1- Marseille Provence	Campagne de sensibilisation aux bons gestes auprès des habitants en lien avec la démarche Zéro Déchet Zéro Gaspillage.	30 000,00 €	40 000,00 €	30 000,00 €	100 000,00 €

N°	Territoire	Action	Cofinancement LIFE	Autres cofinancements	Autofinancement Métropole	Montant éligible
12	2- Pays d'Aix	Mise en place d'un système de contrôle d'accès et de gestion des données des 18 déchèteries du Pays d'Aix	120 000,00 €	48 000,00 €	312 000,00 €	480 000,00 €
13	2- Pays d'Aix	Ressourceries d'Aix/NOuest/Sest	54 000,00 €	54 000,00 €	72 000,00 €	180 000,00 €
14	2- Pays d'Aix	Compostage de proximité	24 000,00 €	24 000,00 €	32 000,00 €	80 000,00 €
15	2- Pays d'Aix	Acquisition de 90 colonnes de Verre	42 000,00 €	0,00 €	98 000,00 €	140 000,00 €
16	2- Pays d'Aix	Acquisition de 150 colonnes papiers	42 000,00 €	0,00 €	98 000,00 €	140 000,00 €
17	2- Pays d'Aix	Extension de la collecte sélective aux commerces de proximité (imbriqués dans l'habitat-centre ville)	18 000,00 €	0,00 €	42 000,00 €	60 000,00 €
18	2- Pays d'Aix	Développement de l'extension des consignes de tri d'une population de 20 000 habitants à tout le territoire (400 000 habitants)	300 000,00 €	0,00 €	700 000,00 €	1 000 000,00 €
19	2- Pays d'Aix	Mise en valeur des plate-forme AV pour amélioration des performances de tri pour les ménages	144 000,00 €	0,00 €	336 000,00 €	480 000,00 €
20	2- Pays d'Aix	Définition d'un plan d'action de lutte contre le Gaspillage Alimentaire	5 100,00 €	6 800,00 €	5 100,00 €	17 000,00 €
21	2- Pays d'Aix	Construction de plateformes de proximité pour les déchets verts à Rousset	72 000,00 €	72 000,00 €	96 000,00 €	240 000,00 €
22	2- Pays d'Aix	Assistance des entreprises et administrations (producteurs de DAE) dans la gestion de leurs déchets	75 000,00 €	75 000,00 €	100 000,00 €	250 000,00 €
23	2- Pays d'Aix	Etudes pour la création de 3 déchèteries professionnelles	3 500,00 €	21 000,00 €	10 500,00 €	35 000,00 €
24	2- Pays d'Aix	Collecte : réflexion / étude sur la concomitance de la collecte en PAP et PAV sur un même territoire	3 500,00 €	21 000,00 €	10 500,00 €	35 000,00 €
25	2- Pays d'Aix	Etude d'accompagnement pour la mise en place de la Redevance Spéciale	6 600,00 €	39 600,00 €	19 800,00 €	66 000,00 €
26	3- Pays salonnais	Etude d'évaluation technico-économique sur la collecte sélective des biodéchets	1 500,00 €	9 000,00 €	4 500,00 €	15 000,00 €
27	3- Pays salonnais	Campagne de communication sur l'extension des consignes de tri des plastiques sur le territoire du Pays Salonnais	15 000,00 €	20 000,00 €	15 000,00 €	50 000,00 €
28	3- Pays salonnais	Etude d'évaluation technico-économique sur l'extension des consignes de tri sur le territoire du Pays Salonnais	1 500,00 €	9 000,00 €	4 500,00 €	15 000,00 €
29	3- Pays salonnais	Etude d'évaluation technico-économique sur la séparation des flux fibreux/non fibreux	1 500,00 €	9 000,00 €	4 500,00 €	15 000,00 €
30	3- Pays salonnais	Interventions en milieu scolaire sur le territoire du Pays Salonnais	75 600,00 €	100 800,00 €	75 600,00 €	252 000,00 €
31	3- Pays salonnais	Création et installation de panneaux "info-recyclage" sur le territoire du Pays Salonnais	6 000,00 €	8 000,00 €	6 000,00 €	20 000,00 €

N°	Territoire	Action	Cofinancement LIFE	Autres cofinancements	Autofinancement Métropole	Montant éligible
32	4- Pays d'Aubagne et de l'Etoile	Mise en place de conteneurs enterrés pour optimiser la récupération des recyclables secs ménagers	149 986,80 €	0,00 €	349 969,20 €	499 956,00 €
33	4- Pays d'Aubagne et de l'Etoile	Création de trois postes d'ambassadeurs de tri/ Renforcer les compétences par de la formation	45 018,00 €	60 024,00 €	45 018,00 €	150 060,00 €
34	5- Istres-Ouest Provence	Action d'évitement	15 000,00 €	15 000,00 €	20 000,00 €	50 000,00 €
35	5- Istres-Ouest Provence	Distribution de composteurs, communication et création d'un poste de maître composteur	120 000,00 €	120 000,00 €	160 000,00 €	400 000,00 €
36	5- Istres-Ouest Provence	Action éco-exemplarité : Collecte du papier et du tri dans les bureaux - prestation insertion	45 000,00 €	45 000,00 €	60 000,00 €	150 000,00 €
37	5- Istres-Ouest Provence	Déchèterie d'Istres	15 000,00 €	90 000,00 €	45 000,00 €	150 000,00 €
38	5- Istres-Ouest Provence	Action / entreprises	20 000,00 €	120 000,00 €	60 000,00 €	200 000,00 €
39	6- Pays de Martigues	Extension des points d'apport volontaire en colonnes semi-enterrées en habitat vertical	140 700,00 €	0,00 €	328 300,00 €	469 000,00 €
TOTAUX			2 447 804,80 €	1 603 824,00 €	4 808 387,20 €	8 860 016,00 €

Les activités du projet LIFE-IP SMART WASTE PACA, dans le cas où ce dernier est retenu, débiteront à partir du mois de janvier 2018, pour une durée de 6 ans jusqu'au mois de décembre 2023.

A la suite de la signature de la déclaration de bénéficiaire associé par le Président de la Métropole en date du 12 avril 2017, le formulaire de candidature complet a été déposé par la Région PACA à la Commission européenne le 24 avril 2017. Suite à la demande de révision du dossier du 4 septembre 2017, la Région PACA a transmis la proposition définitive du projet le 27 septembre 2017, qui devrait définitivement être acceptée à la fin du mois d'octobre.

En cas d'adoption définitive du projet, une Convention de partenariat sera signée entre le Chef de file et tous les partenaires impliqués. Celle-ci formalise l'organisation du partenariat et définit les responsabilités de chaque partenaire dans la mise en œuvre du projet conformément au formulaire de candidature consolidée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM, du Conseil de la Métropole du 13 mars 2017 approuvant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement UE 1293/2013 relatif à l'établissement d'un programme pour l'environnement et l'action pour le climat (LIFE) ;
- L'appel à projets du programme européen LIFE du 19 mai 2016 publié par la Commission européenne ;

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20171207-2017_CT2_612-DE
Date de télétransmission : 19/12/2017
Date de réception préfecture : 19/12/2017

- La délibération du Conseil métropolitain n° FAG 009-1012/16/CM du 17 octobre 2016, approuvant la possibilité pour la Métropole de répondre aux appels à projets du Programme européen LIFE ;
- La déclaration de partenaire associé signée par le Président de la Métropole du 12 avril 2017 ;
- Le formulaire de candidature du projet LIFE-IP SMART WASTE PACA déposé par la Région PACA, en tant que Chef de file, à la Commission européenne le 24 avril 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les domaines prioritaires, les plans et les stratégies éligibles au programme européen LIFE, représentent un enjeu pertinent et stratégique pour la Métropole ;
- Que les objectifs généraux du programme d'actions du projet intégré LIFE « SMART WASTE PACA » sont pertinents et conformes au schéma métropolitain de prévention et de gestion des déchets ;
- Que les opérations ciblées dans le projet « SMART WASTE PACA » sont déjà programmées et que leurs financements par le programme européen LIFE constituent une clé de réussite supplémentaire.

Délibère

Article unique :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer la convention de partenariat avec la Région PACA, en tant que Chef de fil du projet LIFE-IP SMART WASTE PACA, en cas de résultat favorable à l'issue de l'évaluation définitive de la Commission européenne.

Pour enrôlement,
Le Vice-Président Délégué
Relations internationales et européennes

Richard MALLIÉ

Accusé de réception en préfecture 013-200054807-20171207-2017_CT2_612- DE Date de télétransmission : 19/12/2017 Date de réception préfecture : 19/12/2017



LIFE Guidelines for Partnership Agreements

LIFE Programme (European Commission)

rev. August 14, 2014 (corrected references)

Grant agreements concluded under the LIFE programme can be implemented by more than one beneficiary.

While Articles II.1.2 and II.1.3 of the General Conditions outline the specific role of each type of beneficiary, Article II.1.1 of the General Conditions describes common obligations and specifies that the coordinating beneficiary and the associated beneficiaries are jointly and severally responsible for carrying out the project and complying with the relevant legal obligations. To facilitate this in practice, Article II.1.1 (c) in conjunction with Article II.1.3 of the General Conditions require that the coordinating beneficiary shall conclude agreements with each associated beneficiary describing their technical and financial participation in the project.

The key characteristics of a partnership agreement are as follows:

1. A partnership agreement must be fully compatible with the grant agreement (including the General Conditions and the full revised project proposal) signed by the Coordinating beneficiary for all beneficiaries with the Agency/Commission, which must be annexed to the partnership agreement.
2. It shall make precise reference to the General Conditions. Unless explicitly stated otherwise, all parts of the General Conditions are relevant for and apply to both the coordinating beneficiary and the associated beneficiary.
3. The provisions of the grant agreement, including the mandate¹ stipulating that the associated beneficiary gives the coordinating beneficiary the mandate to act on its behalf towards the Executive Agency for Small and Medium sized Enterprises (EASME) of the European Commission, hereinafter referred to as "the Agency") or directly the European Commission (hereinafter referred to as "the Commission"), shall take precedence over any other agreement between the associated beneficiary and the coordinating beneficiary that may have an effect on the implementation of the grant agreement between the coordinating beneficiary and the Agency/Commission (including this partnership agreement);
4. It shall be signed by the coordinating beneficiary and the associated beneficiary;
5. It shall define the role of the coordinating beneficiary and the associated beneficiary, their responsibilities and the means to carry out the tasks foreseen in the grant agreement. A detailed description of the technical and financial participation in the project is therefore required;
6. It shall contain provisions to prevent conflicts and to establish ways to settle disputes in the best way;
7. It shall set out procedures for organising internal project funding in the most efficient and cost effective way.

¹ Annex IV to the Grant Agreement consisting of Form(s) A4 of the Project proposal in Annex II to the Grant agreement.

Please note that partnership agreements are legal documents. The contracting parties (i.e. the coordinating beneficiary and the associated beneficiary) have the sole responsibility to draw up the written agreement in line with their respective national law. The Agency/Commission cannot be held responsible for the format and contents of the partnership agreement concluded between the coordinating beneficiary and the associated beneficiary. The language of the agreement may be chosen by the contracting parties among the official languages of the European Union.

The conclusion of the partnership agreement shall be notified to the Agency/Commission along with the first progress report within the meaning of Article II.23 of the General. s

The following pages present a template for a Partnership Agreement. Please note that this format is not binding; other formats containing at least a similar level of detail are also acceptable.

Partnership agreement Concerning the LIFE project (Short name) + (LIFE Grant agreement reference n°)
--

The Coordinating Beneficiary

[Name of the entity]

[Department]

[Full address]

represented by

[Name]

[Function of the person]

AND

The Associated Beneficiary

[Name of the entity]

[Department]

[Full address]

represented by

[Name]

[Function of the person]

HAVE AGREED

1. Subject

This partnership agreement is concluded in relation to the LIFE project *[full name]*, as described in Grant Agreement *[reference n°]*, signed on *[date of signature]* and <including existing amendment[s] *[number]* of *[date]*, <*[number]* of *[date]* ...> all> annexed hereto.

The grant agreement (and any amendment thereto) signed by the coordinating beneficiary and the European Agency/Commission, which includes Special Conditions, the General Conditions in Annex I to the LIFE Grant Agreement (hereinafter referred to as "the General Conditions"), the full project proposal and the other annexes, forms an integral part of this partnership agreement. Unless explicitly stated otherwise, all parts of the General Conditions are relevant for and apply to both the coordinating beneficiary and the associated beneficiary.

The provisions of the grant agreement, including the mandate² stipulating that the associated beneficiary gives the coordinating beneficiary the mandate to act on its behalf towards the Agency/Commission, shall take precedence over any other agreement between the associated

² Annex IV to the Grant Agreement consisting of Form(s) A4 of the Project proposal in Annex II to the Grant agreement.

beneficiary and the coordinating beneficiary that may have an effect on the implementation of the above-mentioned grant agreement between the coordinating beneficiary and the Agency/Commission.

2. Duration

This partnership agreement enters into force when the last of the two parties (coordinating beneficiary / associated beneficiary) signs, and terminates five years after the date of the payment of the balance by the coordinating beneficiary to the associated beneficiary.

3. Role and obligations of the coordinating beneficiary

Article II.1.3 of the General Conditions sets out the role and general obligations of the coordinating beneficiary. The modalities for implementing this article are:

- the coordinating beneficiary shall provide the associated beneficiary with copies of technical and financial reports submitted to the Agency/Commission as well as the Agency/Commission's reactions to these documents. The coordinating beneficiary shall regularly inform the associated beneficiary about communication with the Agency/Commission concerning the project;
- In exercising the mandate given by the associated beneficiary to act on its behalf, the coordinating beneficiary will take into due consideration the interests and concerns of the associated beneficiary, whom the coordinating beneficiary will consult whenever appropriate and especially prior to requesting any modification of the grant agreement;
- *[specify **payment** terms for the distribution of amounts corresponding to the associated beneficiary's participation in the project];*
- *<other modalities as needed>.*

4. Role and obligations of the associated beneficiary

Article II.1.2 of the General Conditions sets out the role and general obligations of the associated beneficiary. The modalities for implementing this article are:

- *[specify the exact role of the associated beneficiary in as much detail as possible and in full compliance with the project proposal as annexed to the grant agreement with the European Agency/Commission. Quantified targets should be determined whenever possible];*
- *[specify the financial contribution of the associated beneficiary and estimated share of the EU contribution];*
- *<other modalities as needed>.*

5. Common obligations for both the coordinating beneficiary and the associated beneficiary

Article II.1.1 of the General Conditions, sets out common obligations for both the coordinating beneficiary and the associated beneficiary. The modalities for implementing this article are:

- *[specify periods (e.g. once a month) or deadlines for the associated beneficiary to send copies of supporting (accounting) documentation to the coordinating beneficiary];*
- *[specify modalities concerning project management and reporting meetings];*
- *<other modalities as needed>I*

6. Project co-financers

*<reference, if relevant, to any agreements that the associated **beneficiary** shall conclude with co-financers to ensure co-funding>*

7. Technical activity reports

The associated beneficiary shall provide any relevant information to the coordinating beneficiary in due time before the submission of reports to the Agency/Commission and be available with additional information, should the Agency/Commission so request.

The reporting schedule for the project is as follows:

[a precise schedule for reporting from the associated beneficiary to the coordinating beneficiary on the LIFE project].

8. Financial reporting

The associated beneficiary is obliged to report costs as specified in the General Conditions and the grant agreement.

Regarding the final statement of expenditure and income, the associated beneficiary shall provide the coordinating beneficiary with a dated and signed "participant cost statement summary" at least *[number]* days before the deadline for submission to the Agency/Commission of the final report.

*<If applicable: The deadline for the associated beneficiary to provide the coordinating beneficiary with the mid-term financial statement is *[number]* days before the deadline for submission to the Agency/Commission of the mid-term report.>*

The procedure to collect the data and to channel them through the coordinating beneficiary regularly is *[provide details]*.

9. Estimated eligible costs and associated beneficiary's financial contribution to the project

In accordance with the "declaration of the associated beneficiary", the associated beneficiary will implement actions with an estimated total cost of € *[amount]*.

The associated beneficiary will contribute € *[amount]* to the project of own financial resources.

On the basis of the above amounts, the associated beneficiary will receive from the coordinating beneficiary a maximum amount of € *[amount]* as share of the EU contribution.

The estimated total costs incurred by the associated beneficiary will be regularly reviewed during the project. In agreement with the coordinating beneficiary (which will take into account the total costs of the project incurred by all participants), the amounts specified in this Article can be modified, provided that the modifications are in line with the grant agreement concerning the project budget.

The final settlement will be based on the Agency/Commission's assessment of the final statement of expenditure and income and more precisely on the accepted eligible costs of the project.

According to Article II.25 of the General Conditions, in case the project generates profit, the EU contribution will be reduced proportionally to the actual final rate of reimbursement of the eligible costs approved by the Agency/Commission. The remaining portion of any such profit will be allocated to beneficiaries as follows: *[explain mechanism]*.

10. Payment terms

Unless requested otherwise in writing by the associated beneficiary, the coordinating beneficiary shall make all payments to the following bank account of the associated beneficiary: *[account details]*.

The payment scheme between the coordinating beneficiary and the associated beneficiary is *[..... For instance, the payment scheme could follow the payments made by the Agency/Commission to the coordinating beneficiary, e.g. within one month from receipt of the pre-financing / final payment. or the payment scheme can be based on the tasks carried out by the associated beneficiary]*.

The coordinating beneficiary and the associated beneficiary agree that all payments are considered as pre-financing payments until the Agency/Commission has approved the final technical and financial reports and has transferred the final payment to the coordinating beneficiary.

<recommended: The coordinating beneficiary shall transfer the share of the final payment to the associated beneficiary after the Agency/Commission has made the final payment.*>*

The coordinating beneficiary may recover any amounts which have been unduly paid to the associated beneficiary, including unduly paid amounts identified as such during an ex-post audit by the Agency/Commission.

11. Termination of partnership agreement

[The coordinating beneficiary and the associated beneficiary should set the conditions for an anticipated termination of the partnership agreement. Reference should be made to the General Conditions.]

12. Jurisdiction clause

Failing amicable settlement, the Court of *[country]* shall have sole competence to rule on any dispute between the contracting parties in respect of this agreement.

The law applicable to this agreement shall be the law of *[country]*

Done at [*place*] on [*date*], in duplicate in [*language*]

For the coordinating beneficiary

For the associated beneficiary

ANNEXES:

- The LIFE Grant Agreement signed between the European Agency/Commission and the coordinating beneficiary, including all annexes thereto
- If relevant: amendments to the LIFE Grant Agreement signed between European Agency/Commission and the coordinating beneficiary

OBJET : Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets - Collecte et traitement des déchets - Convention de partenariat du projet SMART WASTEPACA dans le cadre du programme européen LIFE 2014-2020

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Ont signé le Président et les membres du Conseil de Territoire présents

Maryse JOISSAINS MASINI

Signé, le **12 DEC. 2017**

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20171207-2017_CT2_612-
DE
Date de télétransmission : 19/12/2017
Date de réception préfecture : 19/12/2017